



REPUBLIC OF RWANDA / REPUBULIKA Y'U RWANDA

*National Commission for the Fight against Genocide*  
*Commission Nationale de Lutte contre le Génocide*  
*Komisiyo y'Igihugu yo Kurwanya Jenoside*



-CNLG-

## **PLANIFICATION DU GÉNOCIDE COMMIS CONTRE LES TUTSI: FAITS MARQUANTS LA PÉRIODE DU 23 AU 28 MARS 1991-1994**

Tout en continuant de faire face à l'épidémie du Covid-19, chaque semaine, le Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG) expose des faits marquants relatifs à la planification du Génocide perpétré contre les Tutsi en 1994; ci-après certains des faits qui ont marqué la période allant du 23 au 28 mars 1991-1994.

### **1. LE PREMIER MINISTRE NSENGIYAREMYE DISMAS A DENONCÉ EN VAIN LA DISTRIBUTION D'ARMES**

Le **25 mars 1993**, le Premier Ministre Nsengiyaremye Dismas issu du MDR, a écrit au Ministre de la Défense, James Gasana, issu du parti présidentiel MRND, pour se plaindre de la distribution d'armes à la population alors en cours dans le pays, dans le cadre de la planification de massacres sous le couvert de ce que l'on avait appelé "*auto-défense civile*". Comme il l'avait fait en écrivant au Ministre de la Défense James Gasana le 02 mars 1993 pour lui demander d'arrêter la confection de la liste de ceux qu'Habyarimana appelait les complices des *Inkotanyi*, de la même manière il a dénoncé la distribution d'armes à la population et les entraînements militaires destinés à celle-ci. La population était entraînée pour plus tard tuer les Tutsi.

Le même jour, Prudence Bushnell, alors sous-secrétaire d'Etat américain chargé de l'Afrique, a rencontré le Président Habyarimana à Kigali. Il l'a pressé de mettre



rapidement en place un gouvernement de transition et lui a fait part des inquiétudes de son pays face à la recrudescence d'actes de violence au Rwanda. Le même jour, Habyarimana s'est opposé à la formation d'un gouvernement de transition.

Le **26 mars 1994**, Romeo Dallaire a demandé à l'Organisation des Nations Unies de prévoir un plan d'urgence pour apporter de l'assistance en cas de besoin. L'ONU n'a rien fait, et son inaction a permis aux génocidaires de s'organiser et préparer le génocide sans aucune inquiétude.

## **2. LE MINISTRE DE LA DÉFENSE ET DES HAUTS CADRES MILITAIRES AVERTISSENT LA MINUAR QU'IL VA Y AVOIR UN GÉNOCIDE QUI SERA TERMINÉ EN QUINZE JOURS**

Le Lieutenant-colonel BEAUDOUIN Jacques-Albert qui était coopérant technique belge au Rwanda en qualité de conseiller du général Gratien Kabiligi G3 de l'Etat-major des FAR a été entendu par l'auditorat militaire belge le 05 mai 1994, dans son enquête sur l'assassinat des dix casques bleus belges et il a révélé que le ministre rwandais de la défense a publiquement annoncé qu'il y aura un génocide si jamais le FPR n'arrêtait pas la guerre :

*« Un mois ou deux avant l'attentat, j'ai participé à une soirée chez le Général Nsabimana, avec l'ambassadeur de Belgique, le Colonel Vincent, le Colonel Marshal (UNAMIR), le Colonel Le Roy, le président Habyarimana, Augustin BIZIMANA (MINADEF) et encore quelques officiers rwandais. En fait, à cette occasion, il est apparu ou plutôt cela a été réaffirmé qu'ARUSHA ne pouvait être accepté par les Rwandais. BIZIMANA m'a dit, après quelques verres de champagne, qu'il était prêt à engager l'armée rwandaise si le FPR ne jouait pas le jeu. »*

*Dix jours avant l'attentat, le dernier vendredi de mars, le Colonel Vincent [Chef de la coopération militaire belge au Rwanda] a invité chez lui le général Nsabimana et le G3 le Colonel Kabiligi, et lors de cette réunion, ils ont encore clairement affirmé qu'Arusha n'était pas possible, qu'éventuellement, ils accepteraient des élections anticipées et que si on voulait absolument imposer ARUSHA, il leur était possible d'éliminer le FPR et les Tutsis et que cela prendrait une quinzaine de jours au maximum. Ils semblaient surs d'eux. »*



### **3. Ferdinand NAHIMANA A DEMANDÉ AUX HAUTES AUTORITÉS DE COLLABORER AVEC LES AUTORITÉS LOCALES POUR MOBILISER LA POPULATION POUR COMMETTRE LE GENOCIDE**

Le **28 mars 1994**, l'idéologue du régime MRND, Ferdinand Nahimana fait circuler auprès des membres de l'élite sa proposition d'autodéfense", auparavant diffusée en février 1993 et demandait que des suggestions soient faites pour apporter une "*solution finale*" aux problèmes en cours. Dans ce document, il appelait à l'unité nationale, condamnait "*la ligue Tutsi*" dans son intention de créer un "empire Hima" et exhortait l'élite à ne pas rester "non concernée", mais à travailler avec les administrateurs locaux pour éveiller la population sur les dangers de la guerre.

### **4. LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE A APPELLÉ LE GOUVERNEMENT À APPLIQUER LES ACCORDS DE PAIX**

Le 28 mars 1994, le président Habyarimana s'est de nouveau opposé à la mise en place du gouvernement de transition.

Le même jour il y eu un appel solennel de la communauté diplomatique, réunie à l'ambassade de France, en faveur de l'application des accords de paix, signé par J.-R. Booh-Booh, le Nonce apostolique et les ambassadeurs de France, de Belgique, des USA, d'Allemagne, de Tanzanie, du Zaïre, de l'Ouganda et du Burundi.

Les soussignés prient les parties, notamment le Gouvernement rwandais, de régler leurs différends et d'appliquer les accords. Ils demandent que tous les partis politiques agréés au Rwanda à la date de signature du protocole de partage du pouvoir et le FPR soient représentés dans les institutions de transition. Ils recommandent l'instauration d'une commission sur l'Unité et la Réconciliation nationales qui veillera à ce que chaque parti respecte les principes du code d'éthique politique.

Le président Habyarimana n'a pas appliqué les directives qui lui avaient été adressées et a poursuivi son projet de préparation du génocide en vue de la mise en échec de l'Accord de paix.



## **CONCLUSION**

Quelques semaines avant le déclenchement du Génocide perpétré contre les Tutsi, Habyarimana et les hauts cadres militaires affirmaient publiquement qu'ils allaient exterminer les Tutsi et qu'ils s'opposaient à l'application des accords de paix d'Arusha.

La communauté diplomatique a essayé de convaincre Habyarimana à appliquer les accords de paix, mais il leur montrait que ces accords n'avaient aucune valeur et les a avertis qu'il était prêt à commettre le Génocide.

Kigali, 22 mars 2020

  


**Dr Bizimana Jean Damascène**

**Secrétaire Exécutif**

**Commission Nationale de Lutte contre le Génocide**